

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU JURA

Commune de Longchaumois

(Fonds déposé 5 E 73)

REPertoire NUMERIQUE DETAILLE

Etabli par GUILLAUME BÉAL
Attaché de conservation du patrimoine

Sous la direction de Patricia Guyard,
Directrice des Archives départementales du Jura

Montmorot
2021

PRESENTATION GENERALE DU FONDS

Située dans l'arrondissement de Saint-Claude, Longchaumoisi¹ est une des communes les plus étendues du département : son vaste territoire s'étend depuis les gorges de la Bienne à 450 mètres d'altitude jusqu'aux forêts du Bois de Ban à 1400 mètres d'altitude. La commune de Longchaumoisi regroupe de nombreux hameaux, écarts et lieux-dits : Orcières, les Combes, les Raisses, les Séchets, le Pissard, Servagnat, Cornet, la Combe du Four, Fageoux, Les Charrières, la Tavaillonnette, La Tronche, Rosset, Novet, Saugea, Moulin Piquaud, le Bon Bourg, les Communailles, les Repenty, la Doye, Biennetan, le Béchet, Les Baptaillards, Le Sauillet, le Villard, les Monts-de-Bienne d'amont, les Monts-de-Bienne d'aval et la Chaux Bertholet.

Primitivement, la paroisse de Longchaumoisi était comprise dans la partie de la terre de Saint-Claude dite de « *la grande cellérierie* » propriété de l'abbé. En 1518, l'abbé vendit tous ses droits sur Longchaumoisi et Orcières à ses chanoines qui en devinrent les véritables seigneurs et y possédaient une maison appelée « le château ». Retrahants au château de Saint-Cergues, les habitants de Longchaumoisi eurent à se défendre contre les Suisses et furent régulièrement en lutte contre les habitants de Septmoncel relativement à certains pâturages dont la propriété était litigieuse.

L'immense paroisse de Longchaumoisi fut progressivement démembrée au XVII^e et XVIII^e siècle par l'érection en cures des églises de Morbier, de Bellefontaine, de La Mouille, des Rousses, de Morez et de Prémanon.

En 1790 Longchaumoisi fut éphémèrement érigé en chef-lieu d'un canton composé de Cinquétral, La Mouille et Prémanon, mais ce dernier fut supprimé dès 1801.

Le fonds de la commune de Longchaumoisi a fait l'objet d'un dépôt initial aux Archives départementales du Jura en avril 1980 au titre de la loi du 21 décembre 1970. Il a été abondé ensuite par deux dépôts complémentaires en 2010 et 2015 au titre de l'article L212-11 du Code du Patrimoine. Un premier inventaire sommaire des archives déposées de la commune de Longchaumoisi a été rédigé en 1980 sous la direction de Jacques Berlioz, directeur des Archives départementales du Jura. Il a été repris par Monique Bonnin en février 1997 sous la direction de George Cuer, Directeur. Suite au dépôt complémentaire de 2010, Romain Janssoone a établi un répertoire numérique détaillé en 2012 sous la direction de Patricia Guyard, Directrice. Le présent inventaire reprend l'ensemble avec l'adjonction des documents déposés en 2015. Lors de ce classement, 0,05 mètre linéaire ont été éliminés. Les archives de moins de 100 ans conservées en mairie ont, quant à elles, fait l'objet d'un répertoire numérique détaillé réalisé en janvier 2015 par Christophe Toniutti, archiviste au Centre de Gestion du département du Jura.

A la date de réalisation de ce répertoire, le fonds de la commune de Longchaumoisi représente 4,3 mètres linéaires. L'ensemble des articles est librement communicable à l'exception de ceux ayant fait l'objet d'une numérisation et mis en ligne sur le site internet des Archives départementales du Jura.

¹ Source : A. Rousset, *Dictionnaire géographique, historique et statistique des communes de la Franche-Comté*, tome III, 1854 pages 454-463.

REPertoire NUMERIQUE

ARCHIVES ANTERIEURES A 1789

(partie non reprise, à revoir postérieurement)

Finances, impôts et comptabilité (CC)

Impositions

5E 73/1 Répartements, rôles d'impositions ordinaires, extraordinaires et à la suite de guerre, (1594, 1660-1665, 1722-1724, 1779). 1594-1779

Comptabilité

5E 73/2 Vente d'une rente par les échevins : reçu (1685). Reçu par suite de procès avec des particuliers (1624). Acte d'engagement de payer annuellement 30 sols au receveur de Nyon (vers 1550). Ordres aux échevins (2 octobre 1667). 1550-1685

Biens communaux – Eaux et forêts – Travaux publics – Voirie (DD)

Biens communaux

5E 73/3 Division et répartition des montagnes du territoire : procès entre Longchaumoises et Orcières. 1480-1718

5E 73/4 Montagne du Risoux. – Droit d'usage : procès entre Longchaumoises et La Mouille (1592-1596 ; 1693). 1592-1693

5E 73/5 Copie d'un titre concernant le droit de passage des habitants de Longchaumoises et d'Orcières sur les champs appelés Fontanettes et Curtillet sis sur le territoire de Cinquétral (18 novembre 1499 ; 18 juillet 1510). Délimitation et bornage : réunion aux Rousses des conseillers de la Cour de Dole et des députés de Berne (19 octobre 1596). Baux communaux (29 septembre 1775 ; 28 septembre 1784). 1499-1784

5E 73/6 Montagne aux Arobiers. – Propriété de dix soitures : procès de Claude François Prost Mayet et la communauté de Longchaumoises contre la communauté de Septmoncel. 1722-1727

5E 73/7-8 Cernois Mornan, Cernois Mannon (Prémanon) et Tappe Paget. – Propriété : procès entre la communauté de Longchaumoises d'une part et quelques particuliers de Septmoncel assistés de Philibert de Rye, abbé de Saint-Claude (Saint-Oyend de Joux), d'autre part. 1548-1556

5E 73/7 1548-1552.

5E 73/8 1552-1556.

5E 73/9-11	Montagne de Sagy.	1550-1668
5E 73/9	Propriété, droit d'usage : procès entre Longchaumoises et les grands prieurs religieux et couvent de l'abbaye de Saint-Claude Saint-Oyend de Joux (1550-1555, 1574).	
5E 73/10	Droit d'usage dans les bois: procès entre Longchaumoises et Antoine Jacquemin notaire de Longchaumoises (1580).	
5E 73/11	Propriété : procès entre Longchaumoises d'une part et la Mouille et les Rousses d'autre part (1659-1668).	
5E 73/12	Montagne Noire. - Droit d'usage : procès entre Longchaumoises et Septmoncel, (1632-1662), pièce justificative (1527).	1527-1662
5E 73/13-14	Montagne de la Teppe.- Droits d'usage, délimitation : procès entre Longchaumoises et Septmoncel.	1550-1618
5E 73/13	1550-1607.	
5E 73/14	1608-1618.	
5E 73/15	Montagne de la Teppe, les Granges de Broissia. – Délimitation : procès entre Longchaumoises et Septmoncel (1690-1692, 1710, 1720)	1690-1720
5E 73/16	Procès entre les habitants du hameau des Repenty et les communautés de La Mouille, les Rousses et Morez : <i>factum</i> au sujet de la possession d'un communal.	vers 1756

Edifice

5E 73/17	Eglise des Rousses. - Construction contestée sur le territoire de Longchaumoises.	vers 1650
----------	---	-----------

Voierie

5E 73/18	Réfection du pont de Sarmaison (aumône).	1518-1519
5E 73/19	Chemin de l'Echelle et du pont de Bienne. – Entretien : procès entre Longchaumoises et les Villards.	1651-1692

Affaires militaires (EE)

5E 73/20	Communication d'avis de la Cour touchant les voleurs et vagabonds et aussi relatif à la peste de Bâle, 1593. Edit d'Albert et Isabelle Clara Eugénie, Infante d'Espagne, contre les étrangers entrant armés au pays, 28 novembre 1605. Ordonnance de faire le recensement de tous les hommes valides de 18 à 60 ans, 1664.	1593-1664
----------	--	-----------

Justice – Procédures – Police (FF)

Justice

- 5E 73/21 Requête de Longchaumois et Orcières à la Cour pour obtenir une augmentation de sel à Salins, 19 novembre 1549. Réponse de l'échevin de Vuillaffans-le-Vieux aux échevins qui ont présenté une requête à la Cour, 1666-1667. Requête par les échevins de Longchaumois pour faire condamner à une amende un particulier qui faisait des dégâts dans la forêt du Poutan, 1692. Procès de la communauté contre des particuliers, 1758. Requête des habitants de Septmoncel à la Cour afin de pouvoir amodier leurs communaux pendant six ans, 1662. 1549-1758
- 5E 73/22 Procès entre Longchaumois et l'abbaye de Saint-Claude au sujet de la tenue des Assises. 1575-1593

Police

- 5E 73/23 Pièce de l'official de Lyon au sujet des malfaiteurs (1498). Enlèvement du bétail : déposition de témoins (vers 1600). 1498-1600

Culte – Instruction publique – Assistance publique (GG)

Culte

- 5E 73/24-37 Registres paroissiaux, série communale². 1668-1793
- 5E 73/24 Baptêmes, 1668-1684.
- 5E 73/25-37 Baptêmes, mariages, sépultures, 1685-1793.
- 5E 73/25 1685-1688.
- 5E 73/26 1689.
- 5E 73/27 1690.
- 5E 73/28 1691-1694.
- 5E 73/29 cote vacante³.
- 5E 73/30 cote vacante⁴.
- 5E 73/31 1695-1708.
- 5E 73/32 1709-1722.
- 5E 73/33 1722-1733.
- 5E 73/34 1734-1766.
- 5E 73/35 1734-1766.
- 5E 73/36 1766-1778.
- 5E 73/37 1787-1793.
- 5E 73/38 Procès au sujet d'argent levé sur la paroisse pour l'embellissement de l'église par Pierre Prost Dama, échevin, avec ses successeurs échevins de la communauté qui lui réclament la somme. 1631-1634

² Ces registres paroissiaux ont été numérisés et ne sont pas communicables en salle de lecture ; les vues numériques sont consultables sur le site internet des Archives du Jura.

³ Le registre a été reclassé dans le fonds du greffe des tribunaux sous la cote 3E/14688.

⁴ Le registre a été reclassé dans le fonds du greffe des tribunaux sous la cote 3E/14689.

5E 73/39 Procès des quarterons entre Longchaumoises et les abbés de Raincourt du chapitre de Saint-Claude, 1733-1750 (pièces justificatives, 1390, 1516 et 1613). 1390-1750

Assistance publique

5E 73/40 Ordonnance de la Cour de Dole prescrivant à chaque commune de nourrir ses pauvres à cause de la stérilité des années précédentes, 21 novembre 1585. 1585

Agriculture – Industrie - Commerce (HH)

Agriculture

5E 73/41 Exemption du droit de péage à Nyons pour les habitants de Longchaumoises et Orcières concernant le blé et le vin qu'ils tirent de la Savoie, septembre 1430. 1430

Documents divers (II)

Affaires entre particuliers

5E 73/42 Procès entre particuliers (vers 1600). Procès d'un particulier : réponse de Jean Grattard de Bois d'Amont à une requête de La Mouille pour lui faire accepter la charge d'échevin (vers 1600). Procuracy pour une cause relative à la consolidation d'une maison (s.d. vers 1600). Créance entre particuliers (1628). Procès entre particuliers à propos de restitution de quarts de blé (juillet 1687). Saisie par huissier d'une chaudière en cuivre sur un particulier de la Combe Sambine (Longchaumoises) demandée par son propriétaire de Saint-Cergues qui l'avait amodiée (1694). Procès entre particuliers, Prost Buffard, défendeur : inventaire des pièces de procès (1694). Procès entre particuliers : exploit et assignation de témoins d'Orcières (1696). Affaires de la famille Lugand, (1652-1783). 1600-1783

5E 73/43-49 Cotes vacantes.

ARCHIVES POSTERIEURES A 1790

Administration générale de la commune (D)

Conseil municipal

5E 73/50-53	Registres originaux des délibérations ⁵ .	1790-1903
5E 73/50	7 mars 1790 – 17 décembre 1826.	
5E 73/51	11 février 1827 – 11 août 1854 ⁶ .	
5E 73/52	20 août 1854 – 3 février 1884 ⁷ .	
5E 73/53	2 mars 1884 – 8 novembre 1903.	
1Mi 581-583	Registres microfilmés des délibérations ⁸ .	1900-1983
1Mi 581	Mai 1900-Janvier 1950.	
1Mi 582	Janvier 1950-Janvier 1977.	
1Mi 583	Mars 1977-Février 1983.	

Actes de l'administration municipale

1Mi 583	Registre des arrêtés du maire ⁹ .	1895-1966
---------	--	-----------

Correspondance

5E 73/54	Correspondance active. – Enregistrement du courrier : registre ¹⁰ (1848-1862), cahier ¹¹ (1893).	1848-1893
5E 73/55	Correspondance active et passive. – Transcriptions de courriers : cahier.	1892-1893

Archives communales, matériel et mobilier

5E 73/56	Archives et objets mobiliers. – Inventaire.	1842
----------	---	------

Etat-civil (E)

⁵ Ces registres sont communicables en salle de lecture des Archives sous forme de microfilms à savoir : 1Mi 579 (mars 1790 – février 1850), 1Mi 580 (février 1850 – mai 1900) et 1Mi 581 (mai 1900 – janvier 1950).

⁶ Ce registre contient également une table chronologique des délibérations, un état nominatif des répartiteurs des contributions directes pour les années 1851-1861, un registre des réclamations en inscription ou radiations sur les listes électorales (1849) et un recueil de transcriptions d'arrêtés de police administrative (1954).

⁷ Ce registre contient également un bordereau détaillé des recettes et dépenses de l'exercice 1877.

⁸ Ces registres sont communicables en salle de lecture des Archives sous forme de microfilms ; ils sont toujours conservés en mairie.

⁹ Ce registre est communicable sous forme de microfilm ; il est toujours conservé en mairie.

¹⁰ Ce registre contient également entre autres un état nominatif des ouvriers employés au déblaiement des neiges sur la route départementale n°26 (1852), le recensement de la classe 1851, un état des procès-verbaux pour délits ou contravention aux lois et règlements de police (1851-1852), une liste numérique et nominative des fusils de la Garde Nationale rentrés en mairie (1851), un état des militaires résidant dans la commune qui ont servi sous la Première république et l'Empire (s.d) et des notes personnelles pour mémoire du maire relatives à des faits divers, à des réclamations à mener ou à des dépôts d'arme (1938-1952).

¹¹ Ce cahier contient également une liste des enfants des époux Colin-Grand-Clément d'Orcières mariés avant 1869 à Longchaumois, une liste des permis de chasse demandés dans la commune (s.d.), le suivi administratif d'une concession de terrain au cimetière à la veuve Tournier (1893) et des états de dépenses et recettes (1893).

5E 73/57 Enquête. – Situation de la famille Grand-Perret de Pissard : tableau récapitulatif. s.d.

Population – Economie – Statistique (F)

Population

5E 73/58 Recensement de la population par section cadastrale¹². s.d. [1^e moitié du XIX^e siècle]

5E 73/59-60 Recensement quinquennal : listes nominatives et états récapitulatifs. 1836-1911

 5E 73/59 1836-1881¹³.

 5E 73/60 1886-1911.

Commerce et industrie

5E 73/61 Enquête sur la situation industrielle de la commune : tableaux, correspondance. 1863

5E 73/62 Contentieux. - Procès de la commune contre Maurice Prost, boulanger à Longchaumois, au sujet du ravitaillement en farine : état des sommes dues, correspondance. 1920-1922

Agriculture

5E 73/63-64 Statistique agricole. 1892-1914

 5E 73/63 Statistique décennale (1892).

 5E 73/64 Statistique annuelle (1902-1906 ; 1913-1914).

Contributions¹⁴ – Administrations financières (G)

Cadastre

5E 73/65 Délimitation et division en section du territoire communal : procès-verbaux. 1820-1822

5E 73/66 Etat nominatif des revenus fiscaux par section¹⁵. s.d. [1^{er} tiers du XIX^e siècle]

5E 73/67 Mutations. – Etat des mutations de propriétés (1813). Tableaux annuels (1853, 1859). Liste des changements à opérer dans la répartition des cotes personnelles et mobilières pour 1831. 1813-1859

5E 73/68 Registre des déclarations de construction nouvelle. 1891-1954

Impositions directes

¹² Ce document est incomplet.

¹³ Manquent 1856, 1861, 1866 (listes nominatives).

¹⁴ L'imposition extraordinaire relative à la refonte des cloches est en série M, article 5E 73/128.

¹⁵ Ce document est incomplet.

5E 73/69	Répartition. - Etablissement du classement des propriétés (1823). Nomination de répartiteur : arrêtés préfectoraux, correspondance (1824, 1956).	1823-1956
5E 73/70	Contribution patriotique : liste des personnes domiciliées dans la commune.	s.d. [1789-1790]
5E 73/71-74	Contributions directes.	an III-1903
5E 73/71	Rôles récapitulatifs (An IX-1808, 1881-1892).	
5E 73/72-74	Rôles nominatifs (An III-1903).	
5E 73/72	An III-1819	
5E 73/73	1833-1848	
5E 73/74	1850-1903	
5E 73/75	Dégrèvements fiscaux. – Registre des déclarations faites par les contribuables (1888, 1893).	1888-1893

Impositions indirectes

5E 73/76	Rôle nominatif de la répartition du sel d'ordinaire.	1792
5E 73/77	Poids et mesures : correspondance.	1857

Affaires militaires (H)

Recrutement

5E 73/78	Listes nominatives ¹⁶ .	1811-1910
5E 73/79	Armée territoriale : tableau de recensement des classes 1855 à 1866.	1855-1966
5E 73/80	Livrets militaires. – Registre de dépôt.	1875-1894

Administration

5E 73/81	Cantonement des troupes : listes nominatives des foyers réquisitionnés.	1891
5E 73/82	Recensement des chevaux, juments, mulets et mules : tableaux de classement, listes de recensement, registres de déclaration ¹⁷ .	1880-1905
5E 73/83	Recensement des voitures attelées et automobiles : tableaux de classement, listes de recensement, registres de déclaration ¹⁸ .	1880-1920

Mesures d'exception et faits de guerre

¹⁶ Série incomplète entre 1811 et 1850 ; n'ont été conservées qu'une année sur cinq à partir de 1850. Pour la classe 1851, consultez également le registre de l'article 5E 73/54.

¹⁷ N'ont été conservées qu'une année sur cinq.

¹⁸ N'ont été conservées qu'une année sur cinq.

- 5E 73/84-87 Guerres de la Révolution et de l'Empire. an III-1858
- 5E 73/84 Colonne mobile départementale. – Organisation : correspondance (an III – an V).
- 5E 73/85 Réquisitions par les troupes françaises ou étrangères : états des fournitures, listes nominatives, correspondance (an VII, 1814-1815).
- 5E 73/86 Réparations aux fortifications des Rousses : listes des ouvriers requis, états des fournitures et des dépenses pour les travaux (1814-1815).
- 5E 73/87 Listes des militaires de la commune qui ont servi sous les drapeaux français de 1792 à 1815 (1857-1858)¹⁹.
- 5E 73/88-91 Autres conflits. 1859-1942
- 5E 73/88 Campagne d'Italie. – Liste des habitants qui ont fait des versements en argent en faveur des militaires blessés et des familles de militaires blessés ou tués à l'Armée d'Italie (1859).
- 5E 73/89 Guerre de 1870. – Impossibilité de service : certificats de visite ; permissions de retour au foyer (1870-1871).
- 5E 73/90 Première Guerre mondiale. – Indemnité journalière des évacués : état des allocations (1918). Indemnité de nourriture, de logement et d'entretien aux réfugiés : crédits (s.d.). Réquisition de chevaux, juments, mulets et mules : bulletin individuel (1914).
- 5E 73/91 Seconde Guerre mondiale. – Distribution de carburant : liste nominative (1942). Abattage familial : liste nominative des familles bénéficiaires (1942). Produits laitiers : avis aux producteurs (1942).

Garde nationale

- 5E 73/92 Organisation. – Création de deux bataillons : procès-verbaux (1792). Composition des compagnies et désignation des officiers du bataillon (an V). Réorganisation des compagnies : correspondance (an IV- an VIII). Réorganisation de la Garde nationale : délibération, arrêté préfectoral (1830-1831). Composition du conseil de discipline du bataillon : tableau des officiers, sous-officiers, caporaux et gardes nationaux appelés à former le conseil (1832). 1792-1832
- 5E 73/93 Finances. - Etat des dépenses. 1833
- 5E 73/94 Encadrement. – Election du chef de bataillon : procès-verbal (1832). Annulation de l'élection et convocation d'un nouveau scrutin : correspondance, délibération, liste des électeurs (1832). Elections des officiers et sous-officiers : procès-verbaux (1847). 1832-1847
- 5E 73/95 Effectifs. - Recensement : tableaux nominatifs (s.d., 1832, 1868). Contrôle des compagnies : listes nominatives (s.d.), bulletins individuels des mobilisables par compagnie (soldats nés entre 1773 et 1813). 1832-1868
- 5E 73/96 Armement. – Armes en réserve à la mairie : liste²⁰. 1851

¹⁹ Consultez également le registre de l'article 5E 73/54.

²⁰ Consultez également le registre de l'article 5E 73/54.

Sapeurs-pompiers

- 5E 73/97 Organisation générale de la compagnie. - Inauguration, réorganisation et dissolution : décret présidentiel, arrêtés préfectoraux, correspondance, procès-verbaux (1853-1908). Règlement (1856-1891). 1853-1908
- 5E 73/98 Effectifs. – Listes éparses (1867-1908). Contrôle des hommes aptes et disposés (s.d.). Engagement à servir pour cinq ans (1873-1903). Contrôle nominatif de l'effectif réglementaire (1874-1905). 1867-1908
- 5E 73/99 Encadrement. – Nomination d'officiers et de sous-officiers. 1855- 1913
- 5E 73/100 Affaires financières. – Relevé d'activité à rémunérer (1908). Financement : subventions (1900-1904) ; participation communale : délibérations (1883-1908). Société de secours mutuel des sapeurs-pompiers : correspondance (1903-1908). 1883-1908
- 5E 73/101 Equipement. – Armement : correspondance (1856-1901). Extincteur (1902). Tenue : publicité (s.d.)²¹. 1856-1902
- 5E 73/102 Distinctions honorifiques. – Recensement des propositions : correspondance (1900-1904). Notices individuelles de proposition (s.d., postérieures à 1908). 1900- [1908]

Police – Hygiène – Justice (I)

Police

- 5E 73/103 Police locale. – Règlement (1856). Fours et cheminées : procès-verbaux de visite (an VII, 1841-1847). Gardes champêtres : rapports (1834-1867). Librairie : séquestre et brevet (1838-1839). Entretien des chemins vicinaux : arrêté municipal (1855). Autorisation d'une foire : arrêté préfectoral (1878). Tombola organisée par la société musicale « la Philharmonique » (1893). an VII - 1893
- 5E 73/104 Sinistres. – Rapport concernant l'ouragan survenu à Orcières le 27 juin 1852. Etats annuels (1889-1924). 1852-1924
- 5E 73/105 Police générale. – Déposition de témoins pour obtention du certificat de résidence (an IV). Laisser-passer de voiture personnelle (an V). Passeports pour l'intérieur (1829-1841). Etrangers : état nominatif de déclaration de résidence (1914 ; 1920) ; registres d'immatriculation (1893-1918). Surveillance syndicale (1930-1935). an IV-1935

Hygiene

- 5E 73/106 Salubrité. – Usage de la fontaine publique : arrêté. 1854
- 5E 73/107 Santé publique. – Vaccination : liste nominative des personnes vaccinées. 1840-1914
- 5E 73/108 Service vétérinaire. – Maladies du bétail : arrêtés préfectoraux, certificat de santé, correspondance (1831-1910). Autorisation d'établir une tuerie sur le territoire de la commune : arrêté préfectoral (1909). 1831-1910

²¹ Voir aussi en série M, l'article 5E 73/133 relatif au hangar des pompes à incendie.

Justice

- 5E 73/109 Jugements. – Acquittement de Jean-Baptiste Girard, de Longchaumois, accusé de faux et usage de faux : jugement du tribunal criminel départemental du Jura. an III

Elections et personnel (K)

Elections politiques

- 5E 73/110 Corps électoral.- Listes nominatives générales (1790-1927). Réforme électorale : adresse des habitants de plusieurs hameaux isolés en faveur de la réforme (29 mai 1850) ; demande d'insertion dans un journal d'une lettre ouverte de plusieurs habitants en faveur d'une récente réforme électorale (s. d., [post 1850]. 1790-1927
- 5E 73/111 Listes d'émargement. – Elections municipales (1855-1919). Elections au conseil d'arrondissement (1910-1919). Elections départementales (1874-1925). Elections législatives (1850-1919). 1850-1925
- 5E 73/112 Procès-verbaux des opérations électorales. – Elections municipales (1837-1912). Elections au conseil d'arrondissement (1852-1913). Elections départementales (1852-1913). Elections législatives (1852-1911). Elections sénatoriales (1876-1905). Plébiscite (1852). Révocation et nomination de maire et d'adjoints (1870-1871). 1837-1913

Elections professionnelles

- 5E 73/113 Listes nominatives. – Elections à la Chambre de commerce de Lons-le-Saunier et à la Chambre consultative des arts et manufactures de Morez (1908-1913). Elections au conseil des prud'hommes (1908-1910). 1908-1913

Personnel communal²²

- 5E 73/114 Gardes champêtres. – Adhésion des gardes de la Montagne des Tuffes : déclarations individuelles (1832). Nominations : arrêtés municipaux (1838). Révocation : délibération (1834). Incapacité (1859) 1832-1859
- 5E 73/115 Gardes forestiers. – Recrutement : contrat d'embauche (1815 ; 1821). Démission du garde : correspondance (1828). Soumission de candidature : correspondance (1828). Litiges entre le nouveau garde et la commune : correspondance (1828-1832). Fourniture de bois de chauffage : correspondance (1866). 1815-1866

²² Les pièces relatives aux traitements, rémunérations et indemnités des personnels communaux sont placés en série L, article 5E 73/128. Voir également série O, voirie, l'article 5E 73/156 relatif à la nomination d'un chef d'atelier ou piqueur.

Finances et comptabilité (L)

Finances

5E 73/116	Budgets, chapitres additionnels.	An II-1913
5E 73/117	Comptes administratifs.	1790-1913
5E 73/118	Comptes de gestion (1792-1913). Apurements de compte : quitus du conseil de préfecture (1858-1899).	1792-1913

Exécution comptable

5E 73/119-120	Grands livres ou livres de détail.	1893-1899
5E 73/119	1893 – juillet 1898.	
5E 73/120	décembre 1897 – 1899.	
5E 73/121	Registre des fournitures et dépenses.	1815-1858
5E 73/122	Registre des mandats communaux et hospitaliers délivrés.	1893-1913
5E 73/123	Bordereau détaillé des recettes et des dépenses ²³ .	1841-1907
5E 73/124	Dépenses. - Etats des dépenses, états de frais et de mandatement.	an VI - 1904
5E 73/125	Contentieux entre la commune et le percepteur Mayet-Chapuis au sujet de la perception d'impositions et de la comptabilité communale.	1793-1796

Revenus et charges de la commune

5E 73/126	Revenus communaux. – Biens communaux : récapitulatif des sommes perçues au cours des exercices 1871, 1872 et 1873 (s.d.). Montagne des Tuffes : récapitulatif des revenus pour les exercices 1870 à 1885 ²⁴ (s.d.). Droit de détail : états nominatifs des débiteurs de boisson (1812, 1815). Droits sur les fromages : correspondance (1839). Taxe sur les billards : registre nominatif (1872). Taxe sur les chiens : rôle (1875-1915).	1812-1915
5E 73/127	Dette publique. – Etat du passif (1892). Emprunts bancaires : contrats de prêt, tableaux d'amortissement, correspondance (1887-1955). Emprunts à particuliers : délibérations, contrats de prêt, promesse de prêt, arrêtés préfectoraux (1911-1913).	1887-1955
5E 73/128	Salaires et indemnités. – Gardes forestiers communaux : extraits de l'état général des traitements, ordre de paiement (1818), correspondance relative à l'évolution des rémunérations (1879). Facteur du télégraphe : relèvement de traitement (1900).	1818-1900

²³ Consultez également le registre de l'article 5E 73/53.

²⁴ Concerne également la commune de Prémanon, copropriétaire indivis de la Montagne des Tuffes.

Edifices communaux – Monuments et établissements publics (M)

Edifices publics

- 5E 73/129 Maison commune²⁵. – Construction et aménagement : délibérations, devis, avant-métrés, plans (1827-1895). Entretien et réparations : délibérations, devis, avant-métrés, état des dépenses (1847-1858). 1827-1895
- 5E 73/130 Bureau des postes et télégraphes. – Implantation, organisation : arrêté préfectoral, convention passée avec le ministère de l'Intérieur, délibérations, correspondance (1841-1914). Matériel : inventaire (1885 ; 1920). 1841-1920
- 5E 73/131 Bureau des douanes. – Projet d'installation : correspondance. 1848

Edifices du culte et cimetière

- 5E 73/132 Eglise et presbytère. – Réparations au presbytère et construction d'un mur de soutènement : arrêté préfectoral, procès-verbaux d'adjudication des travaux (an XII-1827). Entretien du clocher : correspondance (1919). Refonte de deux cloches : délibérations, correspondance, état des dépenses engagées, attestation de paiement d'artisans et d'ouvriers, rôle nominatif des sommes dues et versées, liste nominative des contributeurs (1806-1807). Réparation de l'horloge : procès-verbal, certificat de réception des travaux (1866). an XII-1919
- 5E 73/133 Cimetière. – Reconstruction du mur d'enceinte : arrêté préfectoral, avant-projet d'aménagement, procès-verbal d'adjudication, correspondance. 1853-1913

Edifices à usage d'établissements d'enseignement, de culture, d'arts et de sport

- 5E 73/134 Ecole de garçon du bourg de Longchaumois. – Construction : devis, avant-métrés, procès-verbaux d'adjudication, plans, correspondance. Aménagement, entretien : détail estimatif des travaux d'achèvement (1835), devis de réparations (1857), ramonage des cheminées (1908). Location : baux de location des salles de classe (1835-1893). Mobilier scolaire : inventaires (1885-1925). 1835-1925
- 5E 73/135 Ecole libre de filles²⁶. – Etablissement initial : correspondance, délibérations, plans de situation, plan de coupe, avant-métré, devis, sous-détail des prix (1856-1860). Mobilier et fournitures (1857-1859). Location d'une maison : correspondance (1858-1860). Acquisition et appropriation d'immeubles : correspondance, actes notariés, devis, procès-verbaux d'adjudication, de réception provisoire et de réception définitives, plans (1872-1878). Réparations et améliorations : devis, avant-métré, procès-verbaux d'adjudication, de réception provisoire et de réception définitives (1877-1881). 1856-1881

²⁵ Achevée en 1834, la maison commune comprend la mairie, le logement de l'instituteur et l'école de garçons.

²⁶ Tenue par des religieuses de l'ordre de Saint-Joseph, elle a été fondée par Charles-Joseph-Eugène Dumont né à Longchaumois (1765-1835), curé de La Mouille pendant 24 ans, dans la maison que sa bienfaisance a dotée (source : A. Rousset, *Dictionnaire géographique, historique et statistique des communes de la Franche-Comté*, tome III, 1854, p.456).

5E 73/136 Ecoles mixtes des hameaux d'Orcières, des Baptaillards, de Repenty, des Charrières et de Servagnat. – Construction : avant-métré, bordereau des prix, détail estimatif, devis, promesse de vente des terrains, délibérations, arrêté préfectoral, soumission de marchés. 1886-1904

5E 73/137 Ecole du hameau de La Doye²⁷. – Location d'une maison : correspondance, bail. 1902-1908

Autres édifices

5E 73/138 Remise de pompes à incendie. – Construction, aménagement : devis, avant-métré, plans, correspondance, délibérations. 1853-1902

5E 73/139 Monument aux morts : correspondance. 1919-1920

5E 73/140 Chalet de la Montagne des Tuffes (fruitière). – Construction : état estimatif des dépenses, plans, correspondance. 1894-1908

Biens communaux – Terres, bois, eaux (N)

Biens communaux

5E 73/141 Terrains communaux. – Partage des biens communaux : délibération (1793). Délimitation : procès-verbaux (1851, 1885-1886, 1894). Amodiations : délibérations, baux, arrêtés préfectoraux, correspondance (1790-1910). Acquisitions (1892) 1790-1910

5E 73/142-143 Contentieux. 1795-1832

5E 73/142 Réclamation devant le Directoire du district de Saint-Claude de Claude Alexis Grenier, propriétaire cultivateur à Longchaumois, contre l'annulation par la commune du bail du Champ Colomb (1795).

5E 73/143 Procès de la commune contre les consorts Bauduret et Romand-Piquand, propriétaires cultivateurs à Longchaumois, au sujet du pré de la Combe-Sambin : arrêtés préfectoraux, délibérations, réclamations, jugements. (1828-1832) .

Bois

5E 73/144 Foncier. – Propriété : correspondance relative à la cession possible de la Montagne des Tuffes (1918-1919). Délimitation : délibérations, ordonnance royale, correspondance, plans (1793-1893). Distraction du régime forestier de la Montagne des Tuffes : correspondance, décret présidentiel, délibération de la commune de Prémanon, copropriétaire indivise (1848-1852). Litiges avec des particuliers : contestation de martelage (1831), contestation de délimitation (1893). 1793-1919

5E 73/145 Aménagements. – Aménagement, révision d'aménagement et de possibilité : projets de l'administration forestière, rapports, délibérations, décret présidentiel, correspondance, plans (1852-1889). 1852-1899

²⁷ L'école du hameau de La Doye, sise au lieu-dit En bon corps, sur le territoire de la commune des Rousses, relève conjointement des communes de Longchaumois et des Rousses, colocataires du bâtiment.

- 5E 73/146 Travaux et voirie forestière. - Creusement d'une tranchée de séparation des bois de Longchaumois et Prémanon : délibérations, état des arbres abattus (1828). Réparation de chemin de vidange : correspondance (1910-1912). 1828-1912
- 5E 73/147 Améliorations forestières et pastorales. - Reboisement : délibération, correspondance. 1857-1872
- 5E 73/148-150 Exploitation. 1815-1909
- 5E 73/148 Coupes ordinaires : délibérations, procès-verbaux d'estimation des coupes, procès-verbaux de balivage et martelage, correspondance, procès-verbaux d'adjudication, autorisation de prélèvement, cahiers des charges (1815-1909).
- 5E 73/149 Coupes affouagères. - Rôle, cahier des charges (1817, 1853). Procès-verbaux d'adjudication²⁸ (1862-1881). Litiges : arrêté préfectoral autorisant le remboursement d'un moins de mesure d'une coupe affouagère (1825) ; contestation d'un procès-verbal de sélection de 28 pieds de sapin délivrés pour l'affouage de 1827 (1828).
- 5E 73/150 Coupes extraordinaires. – Chablis, bois morts et pourrissant : délibérations, procès-verbaux de reconnaissance, correspondance (1826-1852). Coupes et ventes extraordinaires : délibérations, arrêtés préfectoraux, autorisation de prélèvement, listes nominatives d'adjudicataires, correspondance (1849-1908).
- 5E 73/151 Usages. – Produits accidentels : procès-verbaux d'adjudication (1870-1893). Produits accessoires : procès-verbaux d'adjudication (1856-1869). Menus marchés : procès-verbaux d'adjudication (1837 ; 1843-1848 ; 1853). Droit de pâture (1890). 1870 -1893
- 5E 73/152 Réglementation et servitudes. – Droit de passage : délibérations, rapports d'inspection, correspondance (893). Construction à distance prohibée : autorisation de construire un four à chaux (1839). 1839-1893
- 5E 73/153 Délits forestiers et pastoraux. – Etat des indemnités dues à la perception de Longchaumois (1814). Constatation de délits : procès-verbaux des gardes forestiers (1828-1832), du secrétaire de mairie (1831). Jugement du tribunal du district de Nyon relatif à la mise en accusation de Jean Tissot (1831). Poursuite de l'administration forestière contre Pierre Aimé Ponard (1832-1833), contre les sieurs Grenier, maire de Longchaumois, Romand, maire de Prémanon, Ponard et Lamy, conseillers municipaux (1842-1844) : délibérations, correspondance, arrêtés préfectoraux. 1814-1844

²⁸ Il est fréquent que le même procès-verbal concerne deux lots différents, l'un relevant d'une coupe ordinaire et l'autre d'une coupe affouagère.

Travaux publics – Voirie – Moyens de transport – Régime des eaux (O)

Voirie

- 5E 73/154-157 Service vicinal, affaires financières. 1806-1911
- 5E 73/154 Emprunts et subventions : délibérations, correspondance (1828-1911).
- 5E 73/155 Taxe des prestations. - Etats généraux et rôles nominatifs de répartition des prestations pour l'entretien de la voirie (1806-1936)²⁹. Correspondance (1826). Annulation du rôle de 1870 : correspondance, délibérations, rapport de l'agent voyer (1871).
- 5E 73/156 Comptabilité. – Etat des dépenses générales (1868-1869). Paiements effectués (1824-1863). Etats de situation des dépenses 1872, 1878). Prévisions de dépense pour travaux (1868-1872).
- 5E 73/157 Ateliers de charité. – Etats récapitulatifs des sommes versées aux ouvriers qui ont travaillé aux ateliers de réparation des chemins (1847).
- 5E 73/158 Personnel. – Nomination d'un chef d'atelier ou piqueur : correspondance (1856). Traitement des piqueurs (1850). Création de cantonniers communaux : notes (1910). 1850-1910
- 5E 73/159 Classement des voies. - Classement des chemins vicinaux : délibérations, tableau général et supplémentaire, correspondance (1825-1876). Déclassement des chemins départementaux : correspondance (1893). Pétitions en vue de l'établissement de chemins (1836, 1848). 1825-1893
- 5E 73/160-172 Route départementale, chemins de grande et moyenne communication, chemins vicinaux et ruraux ordinaires. – Propriété : actes de cession, acte d'acquisition d'immeuble pour cause d'utilité publique, arrêtés préfectoraux, correspondance. Travaux, alignement : arrêtés préfectoraux, devis et avant-métrés, procès-verbaux d'alignement, procès-verbaux de récolement, correspondance, plans parcellaires, profils en long, procès-verbaux d'enquêtes de *commodo et incommodo* (dossiers classés par voie). 1811-1924
- 5E 73/160 Route départementale n°26 (1856-1859)³⁰.
- 5E 73/161 Chemin de grande communication n° 69 de Longchaumois à Saint-Claude (1900-1922).
- 5E 73/162 Chemin vicinal n° 1 de Longchaumois à la forêt communale (1846-1902).
- 5E 73/163 Chemin vicinal n° 2 de Longchaumois à la Combe Sambin (1859).
- 5E 73/164 Chemin vicinal n° 3 de Longchaumois à Orcières (1848-1898).
- 5E 73/165 Chemin vicinal n° 4 de Longchaumois aux Monts-de-Bienne d'Amont (1842-1914).
- 5E 73/166 Chemin vicinal n° 7 de Longchaumois à Morez (1811-1910).
- 5E 73/167 Chemin vicinal n° 9 de Longchaumois au Boubourg (1852).
- 5E 73/168 Chemin vicinal n° 10 de Longchaumois à Servagnat (1877-1909).
- 5E 73/169 Chemin vicinal n° 11 de Rosset à Cornet (1902-1903).
- 5E 73/170 Chemin vicinal n° 13 dit « du Souillet » (1864).
- 5E 73/171 Chemin vicinal n° 16 de Saint-Claude à Morez (1825-1898)³¹.

²⁹ Ensemble incomplet.

³⁰ A fait l'objet d'un déclassement : voir également l'article 5E 73/155, chemin vicinal n°16.

³¹ Anciennement route départementale n° 26, voir l'article 5E 73/156

5E 73/172 Chemins ruraux dits du village à l'église (1876), du Berthod (1900), de Repenty (1910), des Charrières (1900), du Béchet (1911), aux Adrets (1913), des Moulins-Piquand aux Sechets (1924).

5E 73/173 Ponts. – Construction d'une passerelle sur la Bienne au hameau de La Doye : correspondance, délibérations (1837 ; 1912-1913). Construction d'un passage sur la Bienne sur la route de La Rixouse et Villard : délibérations, avant-métré, devis, correspondance (1847-1877). Etablissement d'un ponceau sur le ruisseau de Pissevieille (1904). Projet d'un pont-route à deux travées, non localisé : plan (s.d.) 1837-1913

Chemin de fer

5E 73/174 Ligne de Champagnole à Morez. – Subventions pour les travaux à la gare de Morez : arrêté préfectoral, dossier d'enquête, correspondance. 1884-1914

Adduction d'eau

5E 73/175 Fontaines, réservoirs, citernes. – Etablissement d'une fontaine au village : délibérations, devis, états des dépenses, correspondance (1847-1901). Travaux à la fontaine du rocher de Pissevieille : délibérations, états des frais, correspondance (an VIII-1847). Construction d'un réservoir à la Montagne des Tuffes : compte des travaux, dessin, correspondance (1872-1893). Projet de citerne dans les quartiers bas du village : protestation d'une partie des habitants (s.d.). Pompe de la Loye : état des dons et des dépenses (1895). an VIII-1901

5E 73/176 Puits. – Construction d'un puits au village : procès-verbal d'adjudication et engagements d'exécution des travaux (1839). Construction d'un puits à la Montagne des Tuffes : délibération, procès-verbal d'adjudication des travaux, correspondance, plans (1839). Construction d'un aqueduc : correspondance (1850). Réparation au puits de Terrachat : délibérations, correspondance (1880-1881). 1839-1881

Cultes (P)

5E 73/177 Administration du culte. – Protestation des habitants contre l'enlèvement des objets du culte (an II). Inventaire des objets du culte (an III). Pétition des habitants pour le libre exercice du culte (an III). Réclamation pour le traitement du vicaire (1821). Organisation de la Fête-Dieu : courrier de la sous-préfecture de Saint-Claude (1831). Interdiction de quêtes par le sous-préfet (1835). Legs de M^{lle} Verguet (1852). Déclaration de célébration des offices religieux (1907). an II-1907

5E 73/178 Plainte du curé contre l'instituteur : correspondance. 1849

Assistance et prévoyance (Q)

Bureau de bienfaisance

- 5E 73/179-180 Commission administrative. 1831-1899
- 5E 73/179 Composition. – Désignation, renouvellement : arrêtés préfectoraux, états nominatifs, délibérations, correspondance, procès-verbaux d'élections (1831-1899).
- 5E 73/180 Délibérations (1831-1869).
- 5E 73/181-183 Financement. 1825-1892
- 5E 73/181 Subventions. – Secours accordés par l'Etat : correspondance (1875-1889).
- 5E 73/182-183 Dons, legs (1825-1892).
- 5E 73/182 Legs de François Marie Buffard-Moret, de Maire Hilaire Jacquemin-Verguet, de Pierre Célestin Beaud, de Jean François Gabriel Robey, de Marie Véronique Jacquemin, de Marie Amélie Moret-Bailly : délibérations, correspondance, arrêtés, décrets (1832-1892). Dons de Marie Geneviève Petit-Prost, de l'abbé Jacquenod au nom d'un donateur anonyme, de Joséphine Jacquemin-Guillaume : délibérations, correspondance, arrêtés (1839-1882).
- 5E 73/183 Legs contentieux. – Exécution du legs testamentaire d'Alexandre Febvre, succursaliste de la paroisse de Longchaumois : procès entre les consorts Grand Perrier et Febvre d'une part, et l'évêque de Saint-Claude et le bureau de bienfaisance de Longchaumois d'autre part (1825-1843).
- 5E 73/184-188 Comptabilité. 1831-1913
- 5E 73/184 Budgets annuels (1838-1913).
- 5E 73/185 Comptes administratifs (1878, 1892, 1898, 1907-1913).
- 5E 73/186 Comptes de gestion (1866-1911). Apurement de gestion : quitus du Conseil de Préfecture (1858-1900).
- 5E 73/187 Bordereau détaillé des recettes et des dépenses (1891, 1906).
- 5E 73/188 Dépenses. – Secours aux indigents : état nominatif des secours distribués (1839-1879). Pension scolaire : état des sommes dues à l'instituteur pour dépenses de pension et fournitures à trois élèves (1879).

Etablissements hospitaliers³²

- 5E 73/189 Dépôt de mendicité et asile d'aliénés. – Placement d'office : délibérations, arrêtés préfectoraux. 1884-1904

Application des lois d'assistance et de prévoyance

³² Pour les ateliers communaux de charité, voir en série O, voirie, l'article 5E 73/155.

- 5E 73/190 Protection des enfants du premier âge. - Registre³³ des parents et ayants-droits (1881-1901), registre³⁴ des nourrices, sevrées et gardeuses (1881-1901), registre unique des parents et nourrices (1905). Rapports annuels d'activité (1885-1893). Etat nominatif des enfants de 1 jour à deux ans (1886). Déclaration de placement en nourrice (1883-1921).
1881-1921
- 5E 73/191 Assistance et secours maternels et infantiles. - Demandes de secours mensuel : arrêtés préfectoraux, correspondance (1887-1900). Secours temporaire : livret de paiement (1929). Enfants assistés : arrêtés préfectoraux, correspondance, bulletin de renseignement (1883-1899)³⁵.
1883-1929
- 5E 73/192 Assistance aux indigents, vieillards, aux infirmes et aux incurables. – Recensement : état nominatif (an II, 1907-1908, 1911). Demande de secours : correspondance (1843). Service médical gratuit : listes des indigents (1863, 1866). Contentieux pour défaut de paiement entre la commune et l'hôpital de Morez (1888-1889, 1908), l'hôpital de Lons-le-Saunier (1886) : correspondance.
an II-1911
- 5E 73/193 Retraites ouvrières et paysannes. - Recensement : listes nominatives des assurés facultatifs et obligatoires (1911). Carte d'assuré d'une habitante de Longchaumois (spécimen) (1911-1912).
1911-1912

Enseignement – Action culturelle – Sports – Tourisme - Loisirs (R)

Enseignement

- 5E 73/194 Personnel enseignant. – Nomination : arrêtés préfectoraux (1857-1898), correspondance (1841). Délégation : avis au maire des arrêtés de l'Inspecteur d'Académie (1890-1909). Installation : registre des procès-verbaux (1885-2001), procès-verbal (1898). Registre matricule des personnels [1952-1967]. Congés : correspondance, délibération (1841, 1896-1897).
1841-2001
- 5E 73/195 Administration. – Commission scolaire : installation (1884), désignation des membres (1888), études des dispenses de fréquentation scolaire (1885-1887), délibérations (1885-1893). Ecole primaire privée de garçon : correspondance, procès-verbal d'intention (1894-1903). Transfert de l'école des Baptaillards : correspondance (1893). Archives et mobiliers scolaires : inventaire (1882-1892). Bibliothèque : liste des ouvrages prêtés en mairie (1883-1884).
1882-1893

³³ Contient également une liste des sages-femmes établies à Longchaumois (30 mai 1886).

³⁴ Contient également une liste des enfants secourus par l'Assistance Publique du Département, liste non datée (enfants nés en 1891-1892).

³⁵ Concerne la situation des enfants Montagnoux (1883-1890), le placement à l'assistance publique de Rose Tournier (1899), la situation de Céline Elvira Hedwig et Marie Clémence Clerc (1873), et celle de Charles Honoré et Marie Othilie Marchand, correspondance (1870-1871).

- 5E 73/196 Financement avant et après la loi de 1881. – Liste des écoliers (1839-1846). Relevé de dépenses (1851). Rôles de la rétribution scolaire (1853-1881). Enfants admis gratuitement : listes (1852-1880), carte individuelle (1858). Enfants de 6 à 13 ans : liste (1881-1956). Participation financière communale au traitement de l'instituteur (1878-1884). Donation de Monseigneur Nogret, évêque de Saint-Claude : correspondance (1894). 1839-1956
- 5E 73/197 Fréquentation scolaire. – Registre matricule (1922-1957). Registres d'appel journalier (1955-1957). 1922-1957

Œuvres scolaires et périscolaires

- 5E 73/198 Caisse des écoles. – Statuts (1883). Liste des membres fondateurs et souscripteurs (1885). Budgets (1925-1928). 1883-1928
- 5E 73/199 Société scolaire : fascicules d'enquête statistique, statuts et livret de sociétaire. 1900

Action culturelle, sciences, lettres et arts.

- 5E 73/200 Association, société savante. – Société reproductrice des bons livres de l'arrondissement de Saint-Claude : état des livres vendus (1838). Société Philharmonique de Longchaumois : correspondance (1882) ; scission (1882). Association « Lyre Chaumerande » : arrêté constitutif, correspondance (1883). 1838-1883

Fonds particuliers trouvés en mairie (S)

Fonds de sociétés, associations, syndicats

- 5E 73/201 Société « la Fraternelle » de Longchaumois³⁶ : liste des membres (1857), livret de sociétaire (s.d.). 1857
- 5E 73/202 Caisse d'assurances agricoles mutuelles contre l'incendie, syndicat d'élevage bovin, association syndicale agricole communale : statuts. 1926-1929
- 5E 73/203 Association agricole de Longchaumois : modification des statuts, liste des membres du Conseil syndical et du Conseil d'administration. 1930-1944
- 5E 73/204 Syndicat des jardiniers amateurs de Saint-Claude et de sa région, section de Longchaumois : statuts (1928), liste des adhérents (1933), registre de caisse (1929-1937). 1928-1937
- 5E 73/205 Syndicat des consommateurs d'électricité : registre d'émargement des paiements, correspondance. 1927-1936

³⁶ A ne pas confondre avec la société homonyme de Saint-Claude.